



%

lignes d'attac

Toutes et tous faucheurs de chaises
Université d'été à Marseille
Algérie : rencontre avec Mouhad Gasmi
Enquête sur la presse alternative
Dossier. Climat : *business as usual*

numéro 102 juillet 2015

PUBLICATIONS

Résultats de l'Assemblée générale (AG)

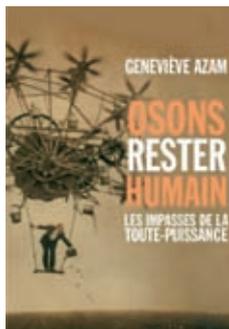
La commission électorale atteste que les opérations d'émargement et de dépouillement des votes à l'AG du 7 juin 2015 se sont déroulées conformément au protocole établi et proclame les résultats suivants :

Votants : 1 961 – Corps électoral au 7 juin : 6 836 – Taux de participation : 28,68 % – Exprimés : 1 935 (98,7 %) – Nul : 2 (0,11 %) – Blanc : 24 (1,2 %)

Dernières publications

Osons rester humain

Geneviève Azan
Editions LLL



Tout peut changer

Naomi Klein
Editions Actes sud



Nos publications sont disponibles sur notre site <http://attac.org/V4dc> ou materiel-militant@attac.org

Rapport d'activité prospectif

Pour : 1 883 (95,9 %) – Contre : 8 (0,4 %) – Abstention : 43 (2,2 %) – Blanc : 28 (1,4 %) – Nul : 1 (0,1 %)

Rapport financier 2014

Pour : 1 851 (94,2 %) – Contre : 3 (0,2 %) – Abstention : 77 (3,9 %) – Blanc : 32 (1,6 %) – Nul : 1 (0,11 %)

“Pour un processus plus inclusif dans la détermination des orientations d'Attac”

Pour : 1 680 (85,5 %) – Contre : 49 (2,5 %) – Abstention : 203 (10,3 %) – Blanc : 29 (1,5 %) – Nul : 3 (0,2 %)

“Les candidatures au CA sont l'affaire de tous”

Pour : 1 629 (82,9 %) – Contre : 69 (3,5 %) – Abstention : 229 (11,7 %) – Blanc : 34 (1,7 %) – Nul : 3 (0,2 %)

Le Conseil d'administration

a la responsabilité de la mise en œuvre des orientations votées et d'étudier les actions à entreprendre pour satisfaire aux résolutions votées. Chaque adhérent.e peut contribuer à ce travail, au sein de son comité local ou dans l'une des commissions d'Attac France.

% bulletin d'abonnement lignes d'attac

nom
prénom
adresse

code postal ville
courriel

- abonnement d'un an au tarif normal de 20€
 abonnement d'un an au tarif adhérent 12€

date

signature

ci-joint chèque bancaire ou postal
à l'ordre d'Attac à retourner à

Attac
service abonnements
60643 Chantilly cedex

Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.
Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques

éditeur de publication
Attac France
directeur de publication
Thomas Coutrot
rédacteur-graphiste
Wilfried Maurin
maquette grand-express
Stéphane Dupont

ont participé à la rédaction
de ce numéro
**Bertrand Abhervé, Sylvie
Agard, Verveine Angeli,
Nikolaz Berthomeau, Isabelle
Bourboulon, Amélie Canonne,
Sophie Chapelle, Geneviève
Coiffard-Grosdoy, Maxime
Combes, Thomas Coutrot,
Alain Geneste, Nicolas
Hæringier, Jean-Marie
Harribey, Marion Lafon,
Eric Le Gall, Frédéric Lemaire,
Jeanne Planche, Dominique
Plihon, Wilfried Maurin, Olivier
Tétard, Hervé Thomas**
sauf mention contraire,
tous les rédacteurs.trices
sont membres des instances
et commissions d'Attac

couverture
Jean de Peña
collectif à-vif(s)

illustrations
Charlotte Planche

impression
Expressions II Paris
société coopérative ouvrière
de production
10 bis rue Bisson
75020 Paris
imprimé sur papier recyclé



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel
4 numéros : 20€

dépôt légal à parution
ISSN 1620-8420
CPPAP 0514G81654

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org



Geneviève Azam,
Thomas Coutrot,
et Dominique Plihon
porte-parole d'Attac France

Pas en notre nom

“Il y a beaucoup de groupes qui prennent des postures avantageuses et qui utilisent ce sujet pour créer des polémiques.” Ainsi, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a-t-il qualifié les réactions de solidarité avec les réfugiés africains expulsés une première fois du campement de La Chapelle à Paris, puis de l'esplanade St-Bernard, puis de la rue Pajol, puis encore du square Bois-Dormoy...

Pendant que Manuel Valls se rendait à Berlin en famille avec un avion de la République pour assister à la finale de la Ligue des champions, sa police pourchassait les migrants dans Paris. L'indécente escapade du Premier ministre a suscité l'indignation (hypocrite) de la droite et de la presse, mais le harcèlement des sans-papiers, sans-toits et sans-espoir a laissé les mêmes indifférents. Quand des milliers de migrants se noient sous nos yeux, cette Europe-là les regarde couler. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex (l'agence qui gère la sécurité et les frontières extérieures de l'Union européenne), déclarait (France Inter, 19 avril 2015) : “il faut sauver les personnes qui se noient” mais “si nous offrons la garantie que n'importe quel migrant, après avoir payé très cher pour arriver en Libye, pourra avoir l'assurance d'être transbordé par la Méditerranée vers l'Union européenne nous aurons alimenté un trafic d'êtres humains”. Noyades et bastonnades envoient un message clair de l'Union européenne, et plus particulièrement de la France, aux candidats à l'émigration d'Afrique, de Syrie ou d'Irak : si c'est pour mourir, mieux vaut rester chez vous.

Pendant ce temps, le nouveau gouvernement grec rompt avec ses politiques inhumaines : fermeture des centres de rétention, amélioration du sort des demandeurs d'asile, accès à la nationalité pour les enfants nés sur le sol grec, là encore Syriza tente d'innover radicalement. C'est pourquoi la solidarité avec le peuple grec et avec les migrants africains et du Moyen-Orient est un seul et même combat : pour les droits sociaux, les droits humains, la fraternité, la démocratie. Contre cette Europe forteresse, aigrie, rabougrie, violente et oublieuse de ses valeurs. A Berlin, à Rome mais aussi à Paris, les manifestations du 20 juin ont porté ce même message : comme l'ont exprimé les organisations allemandes, “le 20 juin, journée mondiale des réfugiés et début de la semaine mondiale de solidarité avec la Grèce, nous voulons proclamer haut et fort dans les rues de Berlin que cette Europe-là n'agit pas en notre nom”.

Fauchage de chaises les moissons du futur

L'argent pour l'emploi et le climat existe, il est dans les paradis fiscaux ! Pour le démontrer, Attac s'apprête à lancer en septembre une grande campagne de réquisition citoyenne. Retour sur la genèse d'une idée qui marche.

Tout a commencé le 12 février, à l'agence HSBC de Bayonne. Les militant.e.s de *Bizi !* réquisitionnent huit chaises pour protester contre l'impunité dont bénéficie la banque, organisatrice d'évasion fiscale à grande échelle. Ils remettent au directeur de l'agence un exemplaire du *Livre noir des banques*, publié quelques jours auparavant par Attac et Basta ! Hasard heureux, cette publication avait coïncidé avec la révélation, par *Le Monde*, du scandale "SwissLeaks", "avec des chiffres à faire tomber de la chaise" (*Le Parisien*, 9/02/2015). Entre 2005 et 2007, 180 milliards d'euros ont transité, à Genève, par les comptes HSBC de plus de 130 000 personnes physiques ou morales dans le monde, dont plus de 3 000 Français. Pour eux, plus de 20 000 sociétés offshore ont été créées dans les paradis fiscaux.

Juste après le forfait, Txetx Etcheverry, de *Bizi !*, appelle Attac pour un conseil technique : à combien estimer le préjudice subi par l'Etat français du fait des pratiques d'HSBC ? Un rapide calcul permet de chiffrer la "rançon" qui sera demandée à la banque en échange de la restitution des chaises : environ 2,5 milliards d'euros.

Mais la police entre en jeu et convoque les militants, tentant même de procéder à des prises d'ADN auprès de ces dangereux délinquants. Par solidarité, Attac propose à *Bizi !* d'héberger temporairement les chaises détournées. Les Amis de la Terre et Solidaires Finances Publiques se joignent rapidement au gang, ainsi que P. Viveret, E. Morin, S. George, C. Alphandéry et A. Caillé. Les investigations policières semblent soudainement ralentir... A Bruxelles, le 18 février, une trentaine d'activistes saisissent du mobilier dans une agence de BNP Paribas Fortis. A Paris, le samedi 7 mars, Attac passe



Mélanie Poulain

à l'action : des militant.e.s prélèvent cinq chaises dans l'agence BNP Paribas du boulevard Voltaire. Il s'agissait de renforcer l'exigence adressée depuis un an à la banque dans le cadre de la campagne "Requins", afin qu'elle ferme ses sept filiales aux Iles Caïmans.

Tels les nains de jardin d'Amélie Poulain, les chaises HSBC réapparaissent en avril dans la manifestation syndicale contre l'austérité, dans un campement de sans-logis du *DAL* (Droit au logement), place de la République, à la "Ferme à Paris" de la Confédération Paysanne... Fin mai, Attac restitue deux chaises aux fonctionnaires du Centre des impôts de Saint-Sulpice à Paris, afin de renforcer les moyens de leur lutte contre l'évasion fiscale. A chaque fois, la couverture médiatique est abondante.

BNP Paribas s'est retrouvée face à un "choix cornélien", comme le dit Andrew Boyd (théoricien de l'action désobéissante et coordinateur du livre *Joyeux Bordel*), mais a finalement porté plainte, plus de 3 mois après la réquisition citoyenne des chaises. Cette plainte pourrait déboucher sur un procès où la banque elle-même risque de se retrouver principale accusée. Mais ne pas bouger aurait mis en danger son image alors qu'Attac prévoit d'ores et déjà de multiplier les actions dès septembre en vue de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP 21). Et reculer (en l'occurrence quitter les Iles Caïmans), aurait encouragé le pouvoir citoyen et stimulé de nouvelles exigences.

Au delà du plaisir – non négligeable ! - de jouer David face à Goliath, les faucheurs de chaises posent avec vigueur le débat sur la responsabilité des banques dans la crise sociale et écologique. Lors de la prochaine crise financière, lorsqu'il faudra décider de ce qu'il faut faire d'un secteur bancaire à nouveau en faillite, les faucheurs de chaises pourraient bien apparaître comme les précurseurs d'une idée désormais incontournable : le contrôle citoyen des banques.

Thomas Coutrot

Attac appelle à une mobilisation nationale sur les réseaux sociaux en incitant les citoyen.e.s à se prendre en photo et à les relayer avec la phrase "Toutes et tous #FaucheursDeChaises BNP et HSBC" pour dire stop à la fraude et à l'évasion fiscale.

La petite musique de l'accord historique de Paris et la nôtre

A moins de six mois de la conférence de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur le changement climatique, appelée "COP 21", qui se tiendra sur l'aéroport du Bourget (du 30 novembre au 11 décembre), une double petite musique commence à se faire entendre.

Il y a celle de François Hollande qui veut "laisser sa trace dans l'histoire" et faire de la COP 21 une conférence "historique". Indifférent il y a encore peu, François Hollande serait désormais convaincu – un efficace *story-telling* de la conversion a été mené via les médias dominants – que le sort de l'humanité se joue avec le réchauffement climatique. De Manille à Saint-Petersbourg, en passant par Fort-de-France, chacun de ses déplacements est utilisé pour rendre public un nouvel appel et présenter François Hollande comme le meilleur ambassadeur de la lutte contre les dérèglements climatiques. Son équipe de négociateurs, réunie autour des ministres Laurent Fabius et Ségolène Royal, est plus modeste. Mais l'ambition reste la même : mobiliser l'appareil diplomatique du pays pour obtenir un accord à Paris. Un accord de Paris que François Hollande souhaite "ambitieux, universel et contraignant".

"Les planètes sont bien alignées". Appliquée par le gouvernement à la situation économique, cette formule est désormais utilisée pour dire que les conditions d'un accord à Paris seraient (plus ou moins) réunies. Certains, comme Pascal Canfin, considèrent même que "nous sommes à un point de basculement vers l'économie bas-carbone"¹. A l'appui de cette thèse, deux arguments sont généralement avancés, deux "signaux-faibles" de la réorientation de l'économie mondiale : 1) les Etats-Unis et la Chine, suite à leur déclaration conjointe de novembre 2014, seraient disposés à agir en matière de climat ; 2) de plus en plus d'entreprises et d'acteurs financiers seraient prêts à revoir leurs choix d'investissement en fonction de l'objectif consistant à ne pas dépasser les 2 °C de réchauffement climatique d'ici la fin du siècle.

Combinées, ces deux approches laissent entendre que la lutte contre les dérèglements climatiques et

la préparation de la COP 21 sont entre de bonnes mains : la diplomatie française et les grandes puissances sont mobilisées pour un accord, tandis que les multinationales et le secteur financier y seraient favorables. Message pour les activistes pour le climat : "tout est sous contrôle, nous allons y arriver". Ce n'est pourtant pas le cas.

Si un accord est effectivement probable – même à Copenhague, en 2009, il y eut un accord – rien n'indique, si l'on fait preuve d'un peu de lucidité, qu'il sera à la hauteur des enjeux. Ainsi, les chefs d'Etat et de gouvernement ne veulent pas s'engager sur des objectifs de réduction drastiques et immédiats des émissions de gaz à effet de serre, tels que recommandés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les financements disponibles sont ridiculement bas. Si accord il y a, il ne sera pas contraignant puisqu'aucune grande puissance, pas plus les Etats-Unis que la Chine, n'en veut. Rien n'indique non plus que les blocages diplomatiques, qui n'ont pas été levés, ne le soient, comme par miracle, d'ici la fin de l'année. De plus, aux rares signaux faibles et positifs qui peuvent être observés (baisse du coût des énergies renouvelables...) s'opposent des signaux forts de maintien et d'expansion de modèles énergétiques insoutenables : Tafta & CETA², projet d'union de l'énergie de l'Union européenne, non-remise en cause des politiques de croissance, frénésie extractiviste, etc.

Etre lucide sur les négociations n'implique pas pour autant de se résigner. Bloquer Tafta et CETA serait une grande victoire pour le climat. Nous pouvons prendre au mot les engagements d'"exemplarité" des gouvernements et des multinationales pour obtenir la fin des soutiens aux énergies fossiles, l'abandon des projets nocifs pour le climat (aéroports, autoroutes, etc.) et la mise en œuvre d'une véritable taxe sur les transactions financières. Notre pouvoir d'agir est plus important qu'on ne l'imagine. Appuyons-nous sur les innovations sociales et écologiques que nous mettons en œuvre dans nos quartiers et nos territoires pour donner à voir le monde de demain, celui que nous devons construire pour être à la hauteur des défis climatiques. Détachons-nous de la technicité des négociations et servons-nous de "Paris 2015" comme d'une caisse de résonance pour écrire une nouvelle page, celle "de sociétés plus agréables à vivre, plus conviviales, plus solidaires, plus justes et plus humaines", comme nous y invite le processus Alternatiba.

Maxime Combes

1 Novethic : <https://attac.org/l/novethic>

2 Voir notre brochure : *Tafta ou climat, il faut choisir !*

(<https://france.attac.org/3523>). Tafta est le nom de l'accord de libre-échange négocié entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne ; CETA celui entre le Canada et l'Union européenne.

Université citoyenne d'Attac France du 25 au 28 août, Marseille a rendez-vous avec un autre monde !

Près de mille personnes se retrouveront du 25 au 28 août à Marseille, à l'Université Saint-Charles, pour le grand rassemblement altermondialiste de l'été. Organisé à l'initiative d'Attac France, cet événement sera l'occasion de rencontres et de débats, avec la participation de nombreuses personnalités internationales.

Comment répondre aux enjeux de la COP 21 ? Que faire pour construire de nouvelles solidarités avec le peuple grec ? Comment se débarrasser du Tafta et autres accords mortifères ? Que faire pour désarmer les marchés, et rompre avec les politiques d'austérité ? Comment changer la façon dont nous produisons et consommons, et lutter contre les "grands projets inutiles et imposés", comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ?

De l'altermondialisme aux luttes contre le changement climatique, d'Alternatiba au mouvement Occupy, en passant par les mobilisations contre les gaz de schiste, nombreux sont les thèmes qui seront abordés lors de cette Université d'été, à travers six filières, déclinées en autant de forums et plus de 45 ateliers.

Résistances et alternatives qui se développent partout dans le monde seront abordées dans leur diversité, avec de nombreux intervenant·e·s et partenaires internationaux et européens, notamment lors des plénières d'ouverture et de clôture.

En plus d'un programme riche de débats, de nombreuses activités permettront aux participant·e·s de s'approprier différentes formes d'intervention, d'action et d'éducation populaire à travers des formations spécifiques.

L'Université d'été sera également un moment de convivialité et de fête avec un programme "hors les murs" qui permettra aux participant·e·s de partir à la découverte d'une autre Marseille que celle de Plus belle la vie ou des résultats de l'Olympique de Marseille.

Alors chiche, rendez-vous cet été à Marseille pour faire monter l'aïoli !

Hervé Thomas



informations pratiques

N'attendez plus, inscrivez-vous dès maintenant sur : www.universite.attac.org et retrouvez-y les premiers éléments du programme.

Marseille est une ville très fréquentée l'été : ne tardez pas à réserver votre hébergement en consultant notre site. Vous trouverez également des informations sur la restauration et les transports.

Pour toutes vos questions
universite.ete@attac.org
01 56 06 43 60

le 8ème AlterVillage d'Attac aura l'accent du Lot

L'AlterVillage 2015 aura lieu dans le Lot, à la ferme bio de la Borie Haute, située sur la commune du Vigan (46300), du vendredi 10 au vendredi 17 juillet.

Si "un autre monde est possible", ce village autogéré éphémère permet de le vivre concrètement : ni organisateurs, ni consommateurs, chacun.e œuvre pour les tâches collectives de la vie du village. Nous pourrions aborder et travailler tous les sujets qui nous importent : COP 21, Grèce, Tafta, services publics, genre, alternatives concrètes, modes d'action, etc.

Et comme la forme est aussi importante que le fond, nos réflexions et travaux se déroulent sous forme d'ateliers participatifs, de conférences animées ou gesticulées, de théâtre, de visites, de soirées festives, et de ce qu'il nous plaît d'inventer encore.

Informations et inscriptions
<https://attac.org/l/av2015>



Le parlement européen se prend les pieds dans le Tafta

Faute de soutien suffisant, le Président du Parlement Martin Schulz et le rapporteur Bernd Lange, ont décidé de repousser le vote d'une résolution sur le Tafta et ont annulé à la dernière minute le débat sur les tribunaux arbitraux prévu le 10 juin dernier. C'est la première fois que le vote d'une résolution de ce type est ajourné faute d'accord politique. Ce report démontre l'impasse dans laquelle se trouve projet d'accord transatlantique et constitue une victoire pour la mobilisation citoyenne qui se développe partout en Europe depuis le lancement des négociations.

les 11 et 12 juillet :

Notre-Dame-des-Landes au cœur de la lutte contre le réchauffement climatique

On danse... et on pense...

Le printemps est là. Météo parfois capricieuse, mais ZAD splendide, plus active et foisonnante que jamais : ouverture de l'épicerie, projets collectifs (tonte des moutons, semailles de blé noir...), réoccupation d'une ferme abandonnée depuis 2 ans.

Nous sommes cette année dans une période de grande incertitude sur les suites politiques et juridiques de la lutte : les recours sont en effet toujours en attente. Tous les militants doivent se tenir prêts face aux mauvais coups des porteurs du projet, toujours en embuscade : une famille est notamment expulsable dans les 18 mois...

Il est plus nécessaire que jamais de se (re)mobiliser face aux différentes échéances. De manière positive : engagement dans la préparation et la réalisation du rassemblement des 11 et 12 juillet, pour les plus éloignés ; soutien aux travaux collectifs, pour les plus proches. Mais aussi et toujours, de manière défensive en cas de menaces immédiates sur la ZAD, ou pour l'annulation du classement sans suite de la plainte des personnes gravement blessées par la police lors de la manifestation du 22 février 2014, à Nantes.

Nous ne sommes pas seuls : la contestation des petits et grands projets inutiles (GPII) prend de l'ampleur en France, en Europe,

et au-delà. Le modèle de développement et de société sur lequel ces GPII reposent est vivement contesté par les mouvements de résistance. Le rassemblement des 11 et 12 juillet participe à la convergence des luttes de résistance aux GPII. Une plainte commune aux mouvements d'opposition aux GPII a notamment été déposée auprès du Tribunal permanent des peuples (TPP).

Enfin, notre rassemblement s'inscrit explicitement et fermement dans la lutte contre le réchauffement climatique : "chauffe la lutte, pas le climat". C'est l'une des étapes de l'été vers la COP 21 : une raison de plus pour nous rejoindre !

Les grands thèmes

- la lutte de Notre-Dame-des-Landes (y compris les stratégies de la lutte), l'avenir de la ZAD ;
- les autres GPII ;
- l'agriculture, dont les fermes usines ;
- le climat et la COP 21 ;
- la libéralisation dans la mondialisation et le Tafta ;
- l'aménagement du territoire.

Geneviève Coiffard-Grosdoy

Pour en savoir plus www.notredamedeslandes2015.org

Avis de dérégulation financière sur l'Europe

On savait que le gouvernement français, sous l'influence des banques françaises, œuvrait en coulisse à détricoter le projet de taxe européenne sur les transactions financières (TTF). Et, qu'il contribue aussi à enterrer le projet européen de séparation bancaire, inspiré par le rapport Liikanen. Contrairement aux réformes bancaires cosmétiques mises en œuvre par la France et l'Allemagne, ce rapport préconisait d'obliger les banques à séparer substantiellement leurs activités spéculatives de leurs activités de détail. C'est une réforme "à la carte" qui semble se dessiner au Parlement européen, comme au Conseil, malgré les risques considérables que font peser les activités spéculatives des banques.

Mais la finance ne se contente pas de bloquer les réformes ; il s'agit désormais pour elle de reprendre la marche en avant de la dérégulation financière. Pour cela, elle peut compter sur la Commission Juncker et son commissaire de choc aux services financiers : Jonathan Hill, fondateur d'une entreprise de lobbying financier, Quiller Consultants, qui a travaillé pour la banque HSBC et le centre financier de la City¹.

La Commission a d'ores et déjà annoncé qu'une de ses priorités sera la mise en place d'une "Union des marchés de capitaux" (UMC). Ce projet, détaillé dans un Livre vert publié en février 2015, représente une nouvelle étape majeure de la dérégulation financière en Europe. Sous prétexte du reflux des crédits bancaires pour les investissements de long terme et les petites et moyennes entreprises, la Commission souhaite développer des modalités de financement non bancaire de l'économie européenne – financement participatif, crédit inter-entreprises (facilité par la loi Macron), placements privés – qui permettent aux marchés financiers d'investir directement dans les entreprises de taille intermédiaire.

Mais la proposition phare reste le développement de la titrisation des prêts bancaires. Cette technique permet aux banques de revendre leurs crédits sous forme de titres financiers sur les marchés de capitaux. Elle leur permet de prêter en se dégageant de leurs risques, tout en empochant les frais bancaires. La titrisation ouvre aux banques et investisseurs de



Titom CC by-nc-nd

nouvelles opportunités de profit. Or la titrisation a largement contribué à la crise financière de 2008, en incitant les banques à adopter des comportements risqués dans l'octroi des crédits. Elle a participé au développement d'un système financier parallèle non régulé (*shadow banking system*), qui favorise la création de bulles financières de crédit.

La mise en place de l'UMC, le détricotage de la TTF et de la réforme bancaire sont des choix politiques qui vont renforcer l'emprise des marchés financiers sur nos sociétés et la menace de nouvelles catastrophes financières. Pourtant, les alternatives existent. A l'heure de la crise écologique, des investissements importants sont nécessaires pour assurer la transition des économies européennes vers des modèles plus soutenables. Ils doivent être l'objet de débats et décisions démocratiques. C'est pourquoi l'alternative aux remèdes de marché de la Commission se formule simplement : mettre le secteur financier sous contrôle démocratique, plutôt que mettre la démocratie sous contrôle financier. Il s'agit d'un combat politique prioritaire.

Frédéric Lemaire et Dominique Plihon

¹ "Hill as finance commissioner should be rejected", Corporate Europe Observatory, septembre 2014 : <https://attac.org/l/ceohill>

Titom est illustrateur, graphiste, affichiste et sérigraphe, militant acharné qui collabore avec de nombreux mouvements sociaux, notamment avec Attac Bruxelles. Toutes ses créations sont sous licence *Creative Commons* et librement téléchargeables ici www.titom.be



Gaz de schiste en Algérie : “Quelles que soient les provocations du pouvoir, notre mobilisation restera pacifique”

**Rencontre avec Mouhad Gasmi,
activiste et militant**

“Une fois rentré en Algérie, je crains qu’on m’arrête”. Les craintes de Mouhad Gasmi, opposant farouche aux gaz de schiste, étaient fondées. Le 13 mai, avec 30 autres militants, il a été convoqué par la police d’Adrar, suite à une plainte déposée cinq mois plus tôt par le directeur d’un hôpital pour “insulte et saccages de biens”. Des accusations réfutées par Mouhad. Le militant a pour l’instant été relâché, mais sera traduit en justice. Cette pression policière est-elle en lien avec les activités militantes de Mouhad ? Cet activiste infatigable pour le droit au travail et les chômeurs algériens est pleinement engagé dans une mobilisation citoyenne inédite contre l’exploitation des hydrocarbures non conventionnels. C’est à Tunis, à l’occasion du Forum social mondial, fin mars dernier, que nous l’avons rencontré.

Sa famille habite à In Salah, au cœur du Sahara, une ville proche des sites de forage. Dès 2013, son implication dans la ligue de défense des droits des chômeurs l’amène à participer à des conférences sur les risques liés à l’exploitation des gaz de schiste. Les préoccupations liées à la préservation de l’eau et à la santé l’interpellent. Adeptes des réseaux sociaux, il commence à diffuser des informations à ce sujet sur le web.

Mouhad refuse d’être qualifié de leader de la contestation. “Le mouvement vient de la base, comme moi, insiste-t-il. Je ne fais que contribuer à l’organisation d’une contestation.” Durant des mois, il parcourt les villes et oasis du Sud de l’Algérie pour informer et aider à la constitution de groupes de citoyens. En décembre 2014, l’annonce officielle, par le gouvernement algérien, du forage d’un premier puits près d’In Salah donne un coup d’accélérateur à la mobilisation.

Pour passer à la vitesse supérieure, rien de mieux qu’un campus universitaire, où étudiants et ensei-

gnants commencent à rallier la lutte. Des cadres de la compagnie pétrolière publique Sonatrach apportent même leur expertise. Les premières assemblées générales s’organisent. Les femmes font du porte-à-porte pour exposer les dangers des gaz de schiste. Le 29 décembre, un premier rassemblement attire plusieurs milliers de personnes dans une ville qui compte 50 000 habitants.

Le manque de transparence entourant les opérations pétrolières et gazières renforce la ténacité des opposants. “Il y a une grande opacité dans les produits chimiques utilisés, c’est le secret gardé des multinationales, affirme Mouhad. Ce dont on est sûr, c’est que les produits utilisés pour la fracturation hydraulique sont toxiques et déversés ensuite dans la nature. Les multinationales polluent depuis des décennies en toute impunité.”

Des mobilisations émergent dans d’autres régions du Sahara. Mais la demande officielle de moratoire sur la fracturation hydraulique, envoyée le 21 février par le collectif d’In Salah et cosignée par des experts algériens, n’a reçu pour l’heure aucune réponse du président Abdelaziz Bouteflika. Ce dernier, en revanche, a réaffirmé, fin février, sa volonté de faire “fructifier” et de “tirer profit” de tous les hydrocarbures, dont les gaz de schiste qualifiés de “dons de Dieu”...

“Les citoyens d’In Salah prennent de plus en plus conscience que ce problème de gaz de schiste est intimement lié à la nature du pouvoir algérien. Ou bien cette question sera enterrée et l’on ne gagnera pas, ou bien elle peut faire vaciller le régime algérien”, analyse Mouhad. Son rôle dans le mouvement est connu des autorités algériennes, qui n’hésitent pas, à l’occasion d’un débat à Tunis où Mouhad intervient, à le qualifier publiquement d’“agent du Mossad”, le service secret israélien honni... Tous les moyens sont bons, semble-t-il, pour tenter de disqualifier le mouvement.

Mouhad est très attaché à l’autonomie du mouvement et à son caractère non partisan. “Il va y avoir tôt ou tard une convergence des luttes, prédit-il, et je suis convaincu que cela va entraîner de grandes difficultés pour le régime si le gouvernement continue à camper sur ses positions.” A ses yeux, la médiatisation de la lutte peut contribuer à faire pression sur le pouvoir. Pour lui, comme pour ses camarades, elle peut aussi permettre “d’éviter une répression violente et sanglante dans la région”.

Le 20 avril, le caricaturiste Tahar Djehiche a été convoqué par la police, accusé d’avoir partagé des dessins sur Facebook autour de la problématique de l’exploitation du gaz de schiste. La récente convocation de Mouhad par la police à Adrar devrait, elle, déboucher sur un procès. Le militant l’assure : “Quelles que soient les provocations du pouvoir, notre mobilisation restera pacifique”.

Sophie Chapelle

Cet article est extrait du site d’informations indépendant Basta ! <https://attac.org/l/bastagasm>



Dispensaires autogérés en Grèce

C'est un lieu plein d'utopies concrètes, mais difficilement définissable. On y vend très peu cher des produits bio et locaux. On y partage un café ou un repas. On s'active dans des ateliers pour cuisiner d'abondantes quantités de fruits et légumes recyclés, ou réparer un vélo. On y échange des vêtements, on y prête du matériel de bricolage. Autant de services regroupés dans un même lieu, à Nantes, animé par l'association Aujourd'hui, restaurons demain (Adda). Elle fonctionne avec des principes d'autogestion, sans salarié, et en indépendance financière.

L'association *Aujourd'hui, restaurons demain* (Adda), c'est une épicerie où l'on trouve des produits bio et locaux à des tarifs raisonnables, et aussi de la nourriture gratuite, récupérée au Marché d'intérêt national (MIN) de Nantes. C'est un lieu où l'on peut boire un café, donner ou prendre des objets, partager un repas, participer à des ateliers de cuisine ou de réparation de vélo.

L'Adda, c'est un local de quartier où l'on peut emprunter du matériel de bricolage, des machines à coudre, où l'on peut échanger des vêtements, proposer des activités, se renseigner sur des thématiques environnementales. L'Adda, c'est un local de quartier où chacun peut prendre ses marques et, en fonction de ses envies, agencer, changer, adapter, proposer, créer sur tous les sujets.

L'Adda, ce sont des gens qui vous font confiance. Qui ne vérifient pas que vous avez payé exactement ce que vous avez acheté. Qui vous laissent gérer tout ce que vous souhaitez. Qui vous encouragent dans vos projets et vous aident à les réaliser. L'Adda, c'est un lieu créé par les habitants, pour les habitants, qui fonctionne sans salarié et sans participation obligatoire, et qui est indépendant financièrement.

Au début des années 2000, Xavier prend conscience des problèmes de ressources puis se renseigne sur tout ce qui y est lié : pic de pétrole, contrainte carbone, changement climatique, etc. Il en parle autour de lui, à sa famille, ses amis. Avec Claire, sa compagne, ils ressentent le besoin d'agir concrètement pour aider à la prise de conscience

environnementale et aux changements de pratiques. Ils réunissent leurs amis et créent l'Adda¹ : Association pour le développement durable par l'alimentation.

"Ce n'était pas l'idée de faire du prosélytisme, c'était de mutualiser nos énergies, nos savoir-faire, nos connaissances pour aller dans une autre direction avec ceux qui le souhaitent".

Depuis, l'Adda a beaucoup évolué : elle est devenue une association de quartier bien implantée avec près de 300 membres. De nombreux projets y sont nés, certains ont avorté, d'autres ont grandi, mûri. Aujourd'hui, l'Adda existe, elle a fait ses preuves. Elle a prouvé qu'il était possible d'avoir un lieu qui fait toutes ces choses, si simples quand on y pense, mais si rares dans la réalité. Cela ne s'est pas fait sans heurts, sans conflits, sans doutes, c'est une aventure humaine avec tout l'humain que cela comporte.

Pour voir la suite du reportage (photos, interviews, vidéos) : <http://side-ways.net/episode7>

Reportage réalisé par le site SideWays, web-série documentaire présentant des initiatives solidaires, positives et originales, qui sont "des idées pionnières ou bien des remèdes au système actuel, dans lequel de moins en moins de personnes se retrouvent", expliquent les initiateurs du projet, Hélène Legay et Benoit Cassegrain de l'association Contre-courant. Chaque épisode se décline sous un même format : une vidéo de 5 min, un article multimédia et un espace de discussion avec les protagonistes et les auteurs.

Pour en savoir plus, le site SideWays : <http://side-ways.net>
Ce reportage a été publié sur le site de Basta !, média indépendant centré sur l'actualité économique, sociale et environnementale : www.bastamag.net

¹ Estimant que le terme "développement durable" était galvaudé, le Conseil d'administration de l'association l'a supprimé. Le nom ADDA est resté, avec son slogan initial : *Aujourd'hui restaurons Demain*.



Sideways CC-BY-SA

solidarité France Grèce

Le collectif de solidarité France Grèce pour la santé s'est créé début 2013 à l'initiative de personnes grecques présentes en France. Elles avaient alors sollicité les organisations françaises, présentes dans le secteur de la santé ou non, pour agir face au désastre sanitaire lié aux politiques de la Troïka.

L'initiative a permis de construire des ponts entre les dispensaires autogérés et les activistes français.es. Elle a permis d'apporter du soutien matériel, organiser des délégations, des rencontres pour faire état de la situation et des menaces plus générales sur la santé en Europe.

Elle a surtout été l'occasion de mettre en avant cette dimension de la résistance du peuple grec : à ce jour, plus de 50 dispensaires, des pharmacies, des épiceries, des lieux culturels autogérés ont été mis en place... Moins visibles que les manifestations des places ou les grèves générales, ces lieux de solidarité ont constitué un des ressorts essentiels du combat contre l'austérité.

Le collectif a aussi essaimé dans plusieurs villes de France, souvent à l'initiative de personnes d'origine grecque. Il vient d'organiser une délégation à Athènes pour apporter du soutien militant et matériel, et faire le point sur la situation.

Le nouveau gouvernement a pris des mesures immédiates et positives contre la crise humanitaire : accès aux soins pour les personnes privées de couverture maladie, suppression du forfait hospitalier, embauches de personnels, suppression des mesures répressives contre les femmes supposées porteuses du VIH. Mais la situation demeure précaire et les dispensaires sont toujours aussi nécessaires. Ils constituent par ailleurs des lieux d'échange, de débat, de lutte dans un moment où la tension entre le gouvernement et les institutions européennes conduit à une forme d'attentisme. De retour de Grèce, où elle a rencontré de nombreux acteurs de la santé, la délégation va organiser des réunions publiques et est disponible pour témoigner de son expérience. Ces réunions, actions diverses, ici ou dans les autres pays européens, sont vécues en Grèce aujourd'hui comme des gestes essentiels de solidarité.

Verveine Angeli, Solidaires

<https://solidaritefrancogrecque.wordpress.com>

la caravane de la marche mondiale des femmes

Depuis son départ du Kurdistan, la caravane féministe de la Marche mondiale des femmes (MMF) a traversé la Turquie, la Grèce et les pays d'Europe de l'est. Les rencontres ont été riches, mais toujours trop courtes. Dans les Balkans, il y eut beaucoup de révoltes ces dernières années (encore en ce moment en Macédoine), beaucoup de remises en question du capitalisme récent et des recherches d'autres modèles... Les nationalistes sont aussi très présents, visibles sur les murs, dans la rue. Le passage de la caravane a été l'occasion pour les féministes locales de se rassembler autour d'événements communs, de se rendre visibles, de médiatiser leurs actions.

A Bucarest, des débats et événements publics se sont tenus sur plusieurs sujets, notamment sur la situation des femmes et des féministes rroms, sur le logement et les luttes contre les expulsions. Des rencontres avec les militantes féministes bulgares de plusieurs organisations, syndicats et partis se sont tenues à Sofia, suivies d'une manifestation de soutien aux migrant.e.s. La caravane s'est ensuite dirigée vers Pirot (Serbie) où étaient organisés un événement public autour de l'autonomie économique des femmes, ainsi qu'une foire féministe. Puis vers Krusha (Kosovo), avec une visite de la coopérative de Krusha e Madhe, qui produit des conserves de légumes, créée par des femmes à la fin de la guerre (veuves pour la plupart).

Quatre jours de rencontres entre les lesbiennes des Balkans étaient organisés à Belgrade, ainsi qu'une marche, dans un contexte où les fascistes sont très présents – la dernière gaypride s'est par exemple terminée dans le sang. A Tuzla (Bosnie) se tenaient des rencontres et une manifestation en soutien avec les travailleuses et travailleurs de l'usine Dita, en lutte depuis 2 ans contre la fermeture de leur usine, à l'origine de la révolte de l'an dernier en Bosnie. Enfin, dix jours en Autriche étaient organisés par plusieurs organisations féministes avec, entre autres, débats, manifestation du 1er mai, rencontres sur l'austérité, le droit à l'IVG, le fascisme...

La caravane est aussi l'occasion d'expérimenter au quotidien une vie collective entre femmes de tous les âges, qui viennent de beaucoup de pays différents. Pendant deux mois, ce fut une expérience intense, riche, intéressante... et aussi fatigante ! La caravane est entrée en France le 27 mai, et un rassemblement national s'est tenu à l'agora de Nantes les 6 et 7 juin.

Marion Lafon

Plus d'information sur la MMF en France : <https://marchemondialesdesfemmes2015.wordpress.com/>
Pour contacter la Caravane
femvan@marchemondiale.org

Pluralisme et indépendance de la presse : démocratie en danger, quelles alternatives ?

Les grands médias de presse écrite et audiovisuels semblent toujours davantage soumis aux intérêts capitalistiques, à l'autocensure et aux connivences avec les pouvoirs. Certains résistent et c'est heureux, comme l'a montré la longue grève à Radio France. Des publications comme *Politis*, *Le Monde diplomatique*, *Mediapart*, *Basta !* ou *Reporterre* font partie de ce journalisme de résistance. Quant à la petite presse alternative, elle est d'une vivacité réjouissante. Analyse et enquête.

Grève à Radio France : l'information et la culture sacrifiées au profit d'une seule vision comptable

Débutée le 19 mars 2015, la grève à Radio France aura duré 28 jours. Elle restera le plus long conflit social de l'histoire du groupe à ce jour. Cette mobilisation exceptionnelle répond à une situation exceptionnelle, avec la mise en place d'un plan de 50 millions d'euros d'économies d'ici 2019 et la suppression de 200 à 300 emplois. Dans le même temps, les salariés découvraient les dépenses somptuaires du PDG Mathieu Gallet : rénovation de son bureau pour plus de 100 000 euros, conseils en communication pour 90 000 euros par an... Loin de se réduire à une mobilisation corporatiste, cette grève a clairement posé la question de l'avenir du service public radiophonique de l'information et de la culture. "Les salarié.e.s manifestent leur refus de la démolition programmée de Radio France et de ses missions de service public" annonçait le tract intersyndical¹. Comment continuer à produire une information de qualité, dans un contexte où les pouvoirs publics demandent aux salarié.e.s toujours plus avec toujours moins de moyens ?

Cette remise en cause progressive du service public radiophonique au nom d'une austérité très inégalement répartie (cachets mirobolants pour les consultants privés d'une part, rigueur salariale de l'autre) s'inscrit dans une tendance plus générale qui touche à l'ensemble de l'audiovisuel public. Rappelons que France Télévisions a engagé un plan brutal de licenciement avec la suppression de près de 10 % de ses effectifs sur la période 2013-2015 et la fusion des rédactions de France 2 et de France 3 - cette dernière étant vouée à disparaître.

Les missions du service public audiovisuel sont remises en cause par son sous-financement, la réduction de son périmètre et l'importation des exigences de rentabilité et des méthodes issues du secteur privé. Il s'agit là d'un véritable problème démocratique. L'information et la culture sont des biens communs, dont la production et la diffusion doivent être libérées des exigences de rentabilité et des intérêts privés. Un véritable service public



de l'information et de la culture est nécessaire pour garantir leur pluralisme, leur diversité sociale, politique et culturelle. Quelle forme pourrait-il prendre ?

Henri Maler, de l'association Acrimed², propose plusieurs réponses

Tout d'abord, le service public de l'information et de la culture pourrait reposer sur deux composantes : le secteur public et le secteur associatif. Un enjeu démocratique évident est que le premier soit émancipé des pouvoirs politiques. C'est pourquoi il est proposé qu'il soit "socialisé", placé sous le contrôle d'un Conseil national des médias, qui pourrait être constitué, entre autres, de représentants des salariés des médias (pas uniquement des journalistes) et des usagers.

Autre préoccupation évidente qui fait écho aux mobilisations à Radio France et à France Télévisions : le service public doit disposer d'un financement pérenne, d'un véritable périmètre et doit être protégé des pressions concurrentielles exercées par le secteur privé. A ce titre, la déprivatisation de TF1, première chaîne européenne, doit être mise à l'ordre du jour.

Le secteur associatif, les médias indépendants et le tiers secteur doivent, quant à eux, être soutenus. Les médias alternatifs ne constituent pas une alternative aux médias dominants, mais ils représentent une composante démocratique absolument indispensable, qui entretient avec ses publics des rapports différents de la simple consommation. Afin que ce secteur associatif se développe, il faut proposer que soit créé un statut de la presse - des médias - sans but lucratif³, c'est-à-dire dans lesquels les bénéfices ne sont pas redistribués à des actionnaires. Et adopter un critère très simple pour le système des aides à la presse : l'essentiel des subventions doit aller aux médias à but non lucratif. Les autres ? Qu'ils s'arrangent avec leurs actionnaires !

Presse alternative : critique sociale, satire et irrévérence...

Une bande de copains, journalistes ou non, un projet éditorial original, un modèle économique audacieux, des lecteurs impliqués : ce sont les journaux “pas pareils” (appellation dûment revendiquée) ! Ils sont nés sur le terreau de l’antimilitarisme, comme CQFD, ou de l’écologie comme *L’âge de faire*. Ils sont dédiés à l’enquête sur les pratiques citoyennes “horizontales” comme *Le Ravi*. Ce sont de grosses revues à parution semestrielle ou annuelle, comme *Z* ou *Jef klak*. Tous revendiquent l’indépendance, l’irrévérence et la critique sociale. En voici une petite sélection, évidemment non exhaustive car les initiatives, qu’elles soient pérennes ou s’essoufflent après quelques années (*Article 11*), se multiplient.

CQFD, “mensuel de critique et d’expérimentation sociales”, basé à Marseille, vient d’avoir 12 ans. Distribué en kiosque, 10 000 exemplaires, une équipe de 5-6 rédacteurs (mais plusieurs dizaines de contributeurs) et un fonctionnement collégial. L’attachement au papier ? “C’est qu’on peut l’échanger de la main à la main et que la chose imprimée a plus de valeur”, nous dit Mathieu Léonard, un des rédacteurs. A l’heure de la généralisation de l’information en ligne, la remarque surprend... Dans l’équipe, certains sont venus de la lutte des sans-papiers, des réseaux associatifs, de *Charlie Hebdo* ou de l’édition. La liberté de critique y est fortement revendiquée, y compris à l’égard des mouvements pour lesquels “on peut avoir de la sympathie”. CQFD est attentif aux mobilisations sociales ou environnementales, de type ZAD, et aux expérimentations et pratiques innovantes. Et pour le financement ? C’est “zéro pub, zéro sub !” Autrement dit, un équilibre fragile qui repose uniquement sur le lectorat - le prix à payer de la véritable indépendance. Le refus des subventions n’est pourtant pas un dogme absolu. La revendication des aides à la presse indépendante est d’ailleurs soutenue par toute la galaxie des médias alternatifs. *Le Ravi*, également implanté à Marseille, en a fait l’une de ses bagarres, lui qui vient de passer par un redressement judiciaire. Qu’à cela ne tienne, l’équipe a été un peu resserrée, la pagination réduite, la qualité du papier changée, mais “on ne lâche rien et on va se réinventer”, affirme Michel Gairaud, rédacteur en chef du mensuel. Car, dans cette région Provence-Alpes-Côte-d’Azur, gangrenée par la montée de l’extrême droite, le clientélisme et la corruption, “on a du lourd en face”... *Le Ravi* reçoit quelques subventions pour ses actions d’éducation populaire autour d’un journalisme participatif. Et ne dédaigne ni la satire (par le dessin de presse) ni l’investigation, par exemple en collaborant avec *Médiapart*.

A *L’âge de faire*, on a choisi d’asseoir le mensuel sur un réseau de soutien de 300 à 400 diffuseurs qui revendent le journal autour d’eux. Créé en 2003 sous la forme associative, le journal compte aujourd’hui 11 000 abonnés et a été repris en société coopérative par ses salariés (7 personnes, dont deux mi-temps). Son parti-pris ? L’écologie, mais pas seulement... sont présentées toutes sortes d’initiatives dans le champ de l’économie sociale et solidaire, en particulier dans le domaine rural (*L’âge de faire* est basé à Peipin, une petite commune des Alpes-de-Haute-Provence).

Itinérance et expériences littéraires

La revue *Z* voyage. Chaque année, l’équipe part se poser pendant un mois dans une ville, autour d’un thème particulier. “L’itinérance, c’est la possibilité de se frotter au terrain et d’y aller en collectif”, déclare Naïké, l’une des rédactrices. Fondée en 2008 par un groupe d’amis “qui se retrouvaient dans la critique du capitalisme”, *Z* se nourrit de vraies rencontres. Au sommaire du prochain numéro, prévu pour mi septembre, ce sera Toulouse et la question des technopôles et de l’innovation, ou “comment le capitalisme continue à se renforcer grâce à la high-tech”. Plus deux “décrochages”, dans la Silicon Valley et à Bangalore. Hébergée par les éditions *Agone*, la revue, qui pèse plus de 200 pages avec beaucoup de photos et de dessins, s’autofinance tout juste grâce aux ventes (le prix au numéro va devoir passer de 10 à 13 euros), la majorité de l’équipe étant bénévole. Même pari, ou presque, pour *Jef klak*, une revue semestrielle créée en 2014. Là aussi, l’aspect collectif a son importance : une assemblée générale, où l’on discute des sujets à traiter, réunit périodiquement de 20 à 30 personnes. Le fil rouge de *Jef klak*, c’est la petite compitine que tout le monde connaît : “marabout, bout de ficelle, selle de cheval...” Surprenante déclinaison, mais d’une logique imparable. Exemple : dans le numéro 2, dit “bout de ficelle”, on trouve les sujets “mâles vulnérables”, “uniformes et cagoules”, “précaires de la mode”, “regards sur le hidjab”...

Au moment d’achever cette petite enquête, on se rassure : il existe une presse vivace, imaginative, audacieuse, irrespectueuse. Tout ce qui manque à nos grands médias.

Isabelle Bourboulon et Frédéric Lemaire

1 Extrait du tract intersyndical, signé par la Confédération française démocratique du travail (CFDT), la Confédération générale du travail (CGT), le Syndicat national Force ouvrière de la radio et de la télévision (SNFORT), l’Union syndicale Solidaires, l’Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) :

<http://www.sudradiofrance.fr/images/tracts/preavisdegrevele19mars2015reseaufrancebleu.pdf>

2 Action-critique-médias : www.acrimed.org

3 Une proposition formulée il y a plus de quarante ans par... Hubert Beuve-Méry, du Monde, ainsi que par les sociétés de journalistes.

quelques références

Le choix a été fait de s’intéresser ici à quelques journaux alternatifs papier, mais il en existe évidemment bien d’autres en ligne. Outre *Médiapart*, *Basta !* et *Reporterre*, on peut citer également *Bakchich*, *Rezo.net* (portail), *La-bas.org*, *Arrêt sur images*, etc.

A signaler également l’existence d’une coordination permanente des médias libres et du journalisme de résistance qui organise des rencontres régulières (voir : www.medias-libres.org). Ainsi qu’un “appel pour une presse pas pareille”, lancé en 2013 par *Le Ravi*, rejoint par *Cassandra-Horschamp*, *Golias*, *La Décroissance*, *L’âge de Faire*, *L’Agglorieuse*, *Friture Mag*, *Le nouveau jour J*, *le Ravi*, *Le Sans-Culotte 85*, *Politis*, *Regards*, *Transrural initiatives*, et bien d’autres depuis.

On a mal à la dette...

On a mal à la dette est un court métrage (30 minutes) de Pierre Carles sur la dette, à 59 % illégitime, selon un audit citoyen. Bien monté, illustré avec son et images rigolotes et pertinentes. Susan George, Aurélie Trouvé, Michel Husson, Jean Gadrey, et d'autres, déconstruisent les politiques d'austérité et se (nous) demande(nt) si ce sont bien les seules solutions pour réduire la dette ? A moins que cet impératif de réduire la dette ne soit qu'un prétexte à l'austérité !

Ce film peut être accompagné d'un documentaire de 54 minutes des mêmes auteurs, et lui aussi de 2015 : *Opération Correa. Episode 1 : les ânes ont soif*. Là aussi la caméra est posée là où ça fait mal... assurant le travail que ne font pas les "grands" médias. Le gouvernement équatorien a refusé le diktat du Fonds monétaire international (FMI) et déclaré illégitime une partie de la dette, afin de mener des politiques d'investissement public, de réduction de la pauvreté et des inégalités. L'expérience ne manque donc pas d'intérêt. Pourtant, la visite en France de son président Rafael Correa, parfaitement francophone de surcroît, fut boudée par les médias dominants français, à l'exception de quelques trop rares journaux indépendants.

Première partie d'une trilogie, Pierre Carles abordera dans la seconde les questions qui fâchent... en particulier celle de l'extractivisme.

Deux films en collaboration avec Nina Faure et Aurore Van Opstal, que vous pouvez voir en ligne ou vous procurer auprès de www.cp-productions.fr ou de www.filmsdesdeuxrives.com pour des diffusions publiques.

Alain Geneste

On a mal à la dette (30 min)
Opération Correa. Episode 1 : les ânes ont soif (54 min)
documentaires de Pierre Carles, 2015

On est vivants

A en croire les critiques cinéma des grands médias, *On est vivants* "masque un arrangement avec l'échec" et "cherche à entretenir la flamme militante mise à mal". Carmen Castillo évoque de nombreux combats, en donnant largement la parole à ceux qui les portent, fruits de ses rencontres personnelles au Mexique des zapatistes, au Brésil des sans-terre, avec les mal logés parisiens, les exclus des quartiers nord de Marseille ou les grévistes de Saint-Nazaire. Ces combats qu'elle évoque sont parfois vainqueurs, mais plus souvent marqués de succès fragiles, de revers et de défaites.

Pourtant, Christophe Hiou, leader syndicaliste de la raffinerie Total de Donges, dit tout autre chose. Quand il lâche, les larmes aux yeux, au moment de la reprise du travail clôturant la bataille pour les retraites de 2010 : "Il y a des défaites qui ont un goût de victoire", c'est une toute autre force du film qui se révèle. *On est vivants* est une passionnante réflexion sur le sens de l'engagement, vécu comme moteur existentiel, éclairée par les interventions de Daniel Bensaid que les commentaires personnels de Carmen Castillo accompagnent, en forme d'hommage au philosophe militant disparu.

Le film dégage ainsi un vrai projet politique : ce sont les mouvements sociaux porteurs d'émancipation, ceux des sans droits, des anonymes, des exclus luttant pour leur dignité, qui peuvent changer le monde.

Bertrand Abhervé

On est vivants
documentaire de Carmen Castillo
2014, 103 min
Happiness Distribution
www.happinessdistribution.com

Nature, le nouvel eldorado de la finance

Faut-il donner un prix à la nature ? C'est la question posée par *Nature, le nouvel eldorado de la finance*, documentaire diffusé par Arte en février dernier.

Via Découvertes, le producteur, a accordé à Attac des droits particuliers pour l'utilisation du film, soit 50 euros pour les projections hors salles de cinéma et 100 euros pour les projections en salles.

Un formulaire de commande est en ligne sur le site du producteur : www.viadecouvertes.fr/achat-des-droits-de-projection (ne pas oublier de préciser que l'organisme demandeur est Attac)

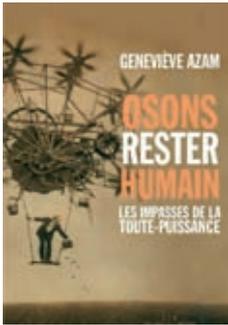
Ce film est un outil intéressant pour aborder la financiarisation des ressources vivantes, telle que la proposent ces "nouveaux chevaliers blancs de la protection écologique" que sont les banquiers et investisseurs, qui disent vouloir protéger l'environnement à leur façon, par l'argent.

Voir par exemple ce qu'en dit Jean-Marie Harribey dans son article *L'hétérodoxie économique dans tous ses états - La dette enfle et la finance engloutit la nature* en ligne sur son blog d'Alternatives économiques : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>

Davantage d'informations sur le film sont disponibles sur le site du producteur : www.viadecouvertes.fr (avec notamment un bonus de 19 minutes avec Geneviève Azam), ainsi que sur Facebook (page *Nature, le nouvel eldorado de la finance*).

Sylvie Agard

Nature, le nouvel eldorado de la finance
documentaire de Sandrine Feydel et Denis Delestrac
2014, 87 min
Production Arte France et Via Découvertes



Faire un homme augmenté ou rester humain ?

En publiant *Osons rester humain, Les impasses de la toute-puissance*, Geneviève Azam avance sur un chemin original. Elle nous avait déjà offert *Le temps du monde fini*, en 2010, où elle avait disséqué les limites écologiques de la planète. Elle fait aujourd'hui le lien entre ces limites et les tentatives technicistes pour les transgresser.

L'humanité court le risque de se détruire en tant qu'humanité. La vitesse et l'ampleur des destructions sont à la mesure de l'effondrement d'un système à bout de souffle et qui, tel un cycliste qui ne peut tenir sur sa bicyclette qu'en pédalant, poursuit et accélère sa course en mobilisant toujours plus les humains et les richesses naturelles. Au nom de la croissance économique, du progrès de la technique, et de la toute-puissance que l'une et l'autre promettent, l'ère du post-humanisme ou du transhumanisme est délibérément ouverte par une fuite en avant dans laquelle le capitalisme mondial en crise s'est engouffré.

Voilà pour le constat. Vient ensuite la discussion éthique et philosophique. Geneviève Azam prend résolument parti en faveur d'une conception de la nature comme une réalité extérieure à l'expérience humaine. Au contraire, l'artificialisation de la nature nie les limites de celle-ci, et des apprentis sorciers s'apprêtent à mettre en œuvre de la géo-ingénierie pour sauver le climat et de la bio-ingénierie pour sauver la biodiversité et le vivant. Le cœur du livre de Geneviève Azam est là : la cri-

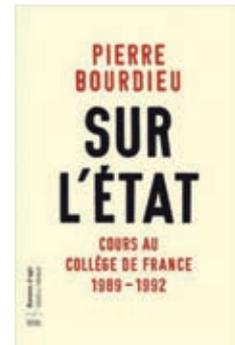
tique du monde "cyborg", ce monde où l'illusion de la toute-puissance s'impose, où la fin de la nature est décrétée après avoir décrété la fin des sociétés. Ce livre ne manquera pas de soulever des débats au sein des courants alternatifs. La naissance techniquement programmée – *naissance cyborg* – signifiera-t-elle la libération des femmes, des homosexuels et des homo-sexuelles ? Non, répond Geneviève Azam. Y a-t-il une part naturelle dans la condition humaine ? Oui. Deux questions qui sont liées, car : "L'horreur de la naissance accompagne le refus du corps biologique. Elle est aussi l'horreur de la dimension naturelle de l'existence humaine". Le féminin et le masculin sont-ils obsolètes ? Non.

Autant de questions complexes que Geneviève Azam n'évite pas, pour reconnaître sa "plus grande perplexité [venant] de courants actuels du féminisme ou du postféminisme". C'est un "terrain miné", dit-elle, pour aussitôt avertir qu'elle ne remet pas en cause l'idée que "les femmes ont été assignées et assujetties". Mais elle ajoute immédiatement : "Ce que je discute et que je crois inacceptable, c'est le refus de la part naturelle, biologique, de la condition humaine et donc la négation d'une continuité relative entre le fondement biologique de la vie et son existence sociale."

"Fabriquer le vivant" ou rester humain, telle est l'alternative à laquelle l'humanité est confrontée. Il n'y a pas de fatalité, selon Geneviève Azam, mais à condition d'arrêter le "sprint morbide", de "poser pied à terre" et donc d'"oser rester humain", c'est-à-dire de faire de la fragilité – celle de la nature et aussi celle de l'humain – le point d'appui, "la force créatrice qui rassemble au lieu d'opposer, qui lie au lieu de délier, qui conjugue au lieu de mettre en concurrence, qui refuse fermement la démesure au lieu de l'accentuer dans une course désespérée."

Jean-Marie Harihary

Osons rester humain
Geneviève Azam
Editions LLL



Sur l'Etat

Sur l'Etat, publié aux éditions Raisons d'Agir, en 2012, est un ouvrage qui rassemble les cours au Collège de France de Pierre Bourdieu, de 1989 à 1992. La parution récente (début 2015) en édition poche de ces interventions, destinées à un large public, est une excellente occasion de découvrir ou de redécouvrir une pensée de l'Etat originale, profonde, aux inspirations multiples.

Pour Pierre Bourdieu, l'Etat est un objet "presque impensable", puisque notre pensée même est imprégnée des catégories de l'Etat, de ses normes. Il met en garde contre la facilité de certaines théories de l'Etat, qui en font un instrument de répression ou de progrès inconditionnel, sans s'interroger sur sa nature et son fonctionnement.

Pour éviter ces travers, Pierre Bourdieu propose une approche socio-historique de la genèse de l'Etat, du Moyen-Age à la Révolution française, jusqu'à la construction de l'Etat providence et ses remises en cause. L'occasion de s'interroger sur le fonctionnement du "champ du pouvoir" et sur les mécanismes de la domination d'Etat. Cette réflexion est plus que jamais utile dans une période de transformation profonde, vers à la fois moins d'Etat (social) et plus d'Etat (néolibéral).

Frédéric Lemaire

Sur l'Etat : Cours au Collège de France (1989-1992)
Pierre Bourdieu
Raisons d'agir/Seuil, 2012
Edition de poche Points Seuil, 2015



**“Le changement climatique
pourrait devenir la plus grand
impulsion qui poussera
les mouvements sociaux
à se rassembler,
tel un puissant fleuve
alimenté par d’innombrables
ruisseaux unissant
leurs forces pour enfin
atteindre la mer”
Naomi Klein**

numéro 102 juillet 2015